

# ANALYSE

FPS - 2016

BURKINA FASO :  
L'ÉMANCIPATION  
SEXUELLE ET LA  
PARENTALITÉ NE SONT  
PAS UN CHOIX



Femmes Prévoyantes Socialistes  
[www.femmesprevoyantes.be](http://www.femmesprevoyantes.be)



**Géraldine Georges, pour Solidarité Socialiste**  
Secrétariat général des FPS

Editrice responsable: Carmen Castellano, Place St-Jean, 1-2, 1000 Bruxelles.  
Tel : 02/515 04 01



**Des zones huppées aux quartiers populaires de Ouagadougou, des praticiens de la santé, modernes comme traditionnels, vivent de l'IVG. En 2012, environ 105.000 avortements, pour la plupart clandestins, ont été pratiqués au Burkina Faso. « Les conséquences sur les femmes sont dramatiques. La plupart du temps, je les récupère dans mon service, leur système reproductif est meurtri et parfois leur vie est en danger » . Les professionnels de la santé répondent à ce fléau avec la planification familiale.**

Le professeur Charlemagne Ouédraogo, chef du service gynécologie et obstétrique au Centre Hospitalier Universitaire Yaldago de Ouagadougou, se bat au quotidien pour faire évoluer les mentalités au sein du couple. “La parentalité reste la décision de l'homme, elle appartient toujours au mari, au père et la volonté de changement n'est, malheureusement, pas encore à l'agenda”. Selon lui, la volonté politique n'est pas favorable à l'émancipation des femmes, ni au fait de rendre le débat sur la planification familiale plus ouvert et plus accessible.

Le rôle des ONG en la matière est primordial. Caroline Tabsoba, coordinatrice d'un programme sur les droits sexuels et reproductifs pour l'ONG Asmade, partenaire de Solidarité Socialiste - une ONG belge, nous explique : “Que cela soit en milieu urbain ou rural, la question reste la même. Les femmes ne peuvent décider du moment et du nombre d'enfants qu'elles désirent. Beaucoup d'entre elles ne savent pas comment faire, par manque d'informations, d'éducation. Parler de sexualité est un grand tabou, les mères ne parlent pas de ces sujets avec leurs filles, les croyances et les préjugés restent le plus grand obstacle à la planification familiale et mènent inexorablement à l'avortement clandestin qui met en grave danger la santé et la vie des femmes et des jeunes filles”.

### **Des programmes de sensibilisation dans les communautés**

Au Burkina Faso, l'avortement est illégal. Il n'est autorisé par la loi que pour protéger la santé de la femme enceinte, ainsi que dans le cas de viol, d'inceste, ou de grave malformation fœtale. La méconnaissance du statut légal et les conditions d'accès à celui-ci, conduit, pour la quasi-totalité des cas, les femmes à avorter elles-mêmes ou à se rendre chez des marabouts ou autres tradipraticiens qui réalisent l'interruption volontaire de grossesses de manières clandestines. “Dans le meilleur des cas, il s'agit de médecins qui travaillent, en cachette, la nuit, dans des conditions d'hygiène déplorable”, renchérit Caroline Tabsoba.

<sup>1</sup> Charlemagne Ouédraogo, chef du service gynécologie et obstétrique au Centre Hospitalier Universitaire Yaldago de Ouagadougou



Selon le Professeur Charlemagne Ouédraogo, la meilleure réponse à ce fléau reste la planification familiale et la prise de moyens de contraception. Les croyances sur les effets secondaires (réels ou imaginaires) et l'opposition des hommes à l'utilisation de méthodes contraceptives restent tellement fortes que des programmes de sensibilisation sont mis en place par des ONG comme Asmade. À l'aide de "boîtes à images" des animatrices et des animateurs rencontrent les communautés pour les informer. Dans un premier temps, sur ce qui existe, ensuite sur les effets secondaires réels, afin de tenter d'amenuiser les croyances, et donner aux femmes les bonnes informations pour qu'elles puissent prendre leur propre décision et en parler avec leurs maris. Car rien ne se décide sans l'homme au Burkina. Cette décision doit appartenir au couple. Même si en pratique, il s'agira bien du "problème" de la femme, qui devra quasiment toujours se rendre seule et/ou en cachette au Centre de santé le plus proche afin qu'on lui administre une méthode contraceptive. Le taux de prévalence contraceptive reste cependant très faible en atteignant à peine 15%.

L'ONG internationale "Marie Stopes" offre, elle, un package complet. Leurs séances de "marketing pour la planification familiale" se réalisent directement dans les communautés à travers les "Unités mobiles" qui permettent aux équipes de fournir directement les soins nécessaires, ainsi que la distribution, assez offensive, des produits contraceptifs. Le lieu et le jour de présence des équipes de "Marie Stopes Internationale", dans les Centres de santé des villages, sont stratégiquement choisis en fonction de la date du calendrier de vaccination des bébés. Les mères peuvent ainsi quitter le domicile conjugal, sans devoir justifier leur absence à leurs maris.

## **Le rôle des mutuelles de santé communautaires**

La question de la sensibilisation et de l'accès aux soins en matière de planification familiale est aussi un des objectifs des mutuelles de santé. Plus ancré dans les villages, le lien de confiance avec leurs adhérents est plus grand, ils viennent donc, femmes et hommes, plus aisément aux séances de sensibilisation organisées par les mutuelles. Dieudonné Yanogo, Président de la mutuelle de santé de Komsilga, soutenue par l'ONG Solidarité Socialiste, explique : *"Nous considérons que proposer les outils de la planification familiale à nos membres améliore la santé des femmes. De plus, les problèmes liés à l'accouchement et au suivi post-partum constituent un coût élevé dans la prise en charge de la mutuelle. Tomber enceinte trop souvent augmente les risques pour la santé de la mère. Depuis 3 ans, nous mettons en place des séances de sensibilisation sous forme de "causeries" dans le cadre des activités de la mutuelle. Pour l'offre de soins, nous les dirigeons ensuite vers les Centres de Santé primaires conventionnés ou vers les ONG qui fournissent les contraceptifs, comme Marie Stopes International."*

Seuls les préservatifs masculins et féminins sont dispensés directement par les agents mutuellistes lors des séances de sensibilisation. Victorine NEKIEMA, membre de la mutuelle de Komsilga : *"J'ai 22 ans et un seul enfant de 9 mois, grâce à la mutuelle, je n'ai pas dû payer mon accouchement au Centre de Santé. Je ne voulais pas tout de suite avoir un deuxième enfant, je suis venue à une séance*



*de sensibilisation de la mutuelle et j'ai réussi à convaincre mon mari. J'ai choisi de mettre un implant que j'irai retirer quand nous déciderons du moment pour planifier notre enfant. Je le cache à nos familles, car ici, au Burkina, un enfant est un don de Dieu et une preuve de fertilité et de chance. Ils ne pourraient pas comprendre notre choix."*

## **Les jeunes filles et femmes célibataires**

L'utilisation de la contraception moderne est quasiment inexistante chez les jeunes filles de zones rurales, pour qui la pauvreté, le faible niveau d'éducation, les mentalités, le mariage précoce et la difficulté d'accès aux services sont les plus grands freins à ces questions de droits sexuels et reproductifs.

En zones urbaines, les Centres jeunes, mis en place par le Ministère de la Santé, se chargent de cette sensibilisation. "Les jeunes sont considérés comme des cibles à haut impact : nous organisons des séances de sensibilisation, soit dans le cadre du Centre, dans les vidéo clubs, les salons de coiffure, soit au sein même des collèges et lycées. La sensibilisation touche les garçons autant que les filles, mais il est clair qu'une fois sensibilisées, ce sont les filles qui font appel à nous. Les garçons se sentent encore trop peu concernés par ces questions", nous explique Nehemie Nacoulma, Commissaire Général du Centre Jeunes du Secteur 15 de Ouagadougou.

Le Burkina ne possède pas à l'heure actuelle de système de protection sociale incluant les travailleurs du secteur informel et rural. Plus de 90% de la population burkinabé ne bénéficie pas de prestations offertes par les systèmes formels de sécurité sociale. Concernant plus particulièrement la santé, le problème de l'accès à des soins de qualité reste posé pour la plus grande partie de la population : en cause, une couverture sanitaire trop faible, mais également des difficultés financières pour faire face aux dépenses de santé.

Solidarité Socialiste, une ONG de coopération au développement est active au Burkina Faso. Solidarité Socialiste y soutient une organisation, ASMADE qui, à son tour, appuie 3 réseaux d'associations : les Unions de mutuelles de santé, des organisations de producteurs (ATY et la FGPN) et le CARTPL, une organisation de restauratrices et transformatrices de produits locaux. Une des principales thématiques de travail au Burkina est la protection sociale et un des domaines d'intervention de Solidarité Socialiste et de ses partenaires est l'appui au mouvement mutualiste, tant dans son développement que dans sa structuration.

Solidarité Socialiste et ses partenaires combattent également l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burundi, en Colombie, en Guinée-Bissau, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique dans lequel l'égalité entre les femmes et les hommes est effective.

[www.solsoc.be](http://www.solsoc.be)

## QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un mouvement féministe de gauche, laïque et progressiste, actif dans le domaine de la santé et de la citoyenneté. Regroupant 10 régionales et plus de 200 comités locaux, nous organisons de nombreuses activités d'éducation permanente sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En tant que mouvement de pression et de revendications politiques, nous menons des actions et militons pour les droits des femmes: émancipation, égalité des sexes, évolution des mentalités, nouveaux rapports sociaux, parité, etc.

Nous faisons partie du réseau associatif de Solidaris. En tant que mouvement mutualiste, nous menons des actions et militons contre les inégalités de santé.

Toutes nos analyses et nos études sont disponibles sur notre site :

[www.femmesprevoyantes.be](http://www.femmesprevoyantes.be)



Avec le soutien de :

